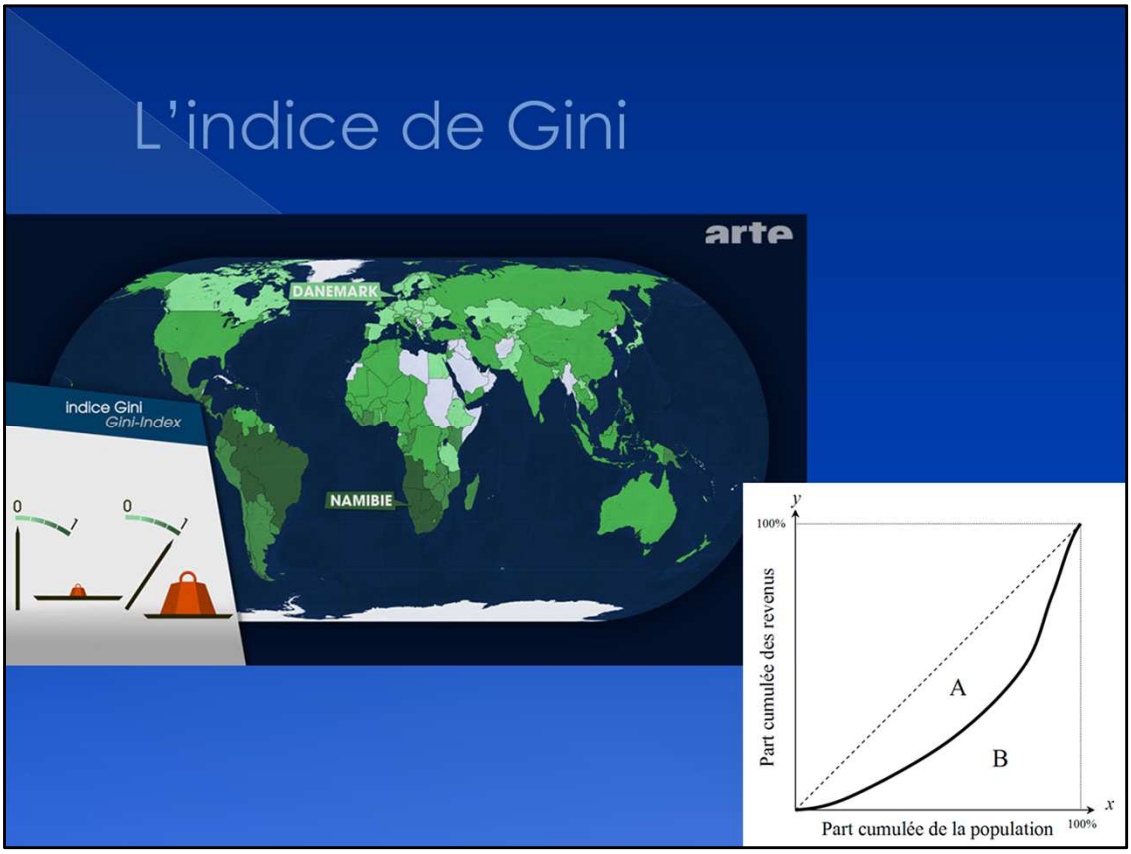


Le coefficient de GINI est un indicateur des inégalités. Cet indice permet de calculer les inégalités au sein de la population d'un seul et même pays, avec un chiffre qui va de 0 à 1. 0 exprime une égalité parfaite, qui est toute théorique, et 1 l'inégalité la plus marquée. Donc, plus le pays est proche de 1, plus les inégalités sont grandes. Sur la carte du monde on peut ainsi repérer les deux extrêmes : le pays le plus égalitaire au monde, c'est le Danemark et le plus inégalitaire, c'est la Namibie.

Le coefficient de Gini se calcule par rapport à la fonction (dont la représentation graphique est la courbe de Lorenz, en bas à droite sur la diapo)) qui associe à chaque part de la population ordonnée par revenu croissant, la part que représente ses revenus. Il est le rapport des aires A/(A+B).

Le coefficient de Gini est principalement utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus, mais peut aussi servir à mesurer l'inégalité de richesse ou de patrimoine. Le coefficient de Gini en économie est souvent combiné avec d'autres données. Se situant dans le cadre de l'étude des inégalités, il va de pair avec la politique.

Amartya Sen a proposé une « fonction du bien-être » : *PIB x (1 - coefficient de Gini)*, en essayant d'intégrer richesse et égalité. Mais quid des richesses naturelles et des dégâts sociaux?

"Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la Permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre." Hans Jonas, Le Principe Responsabilité.

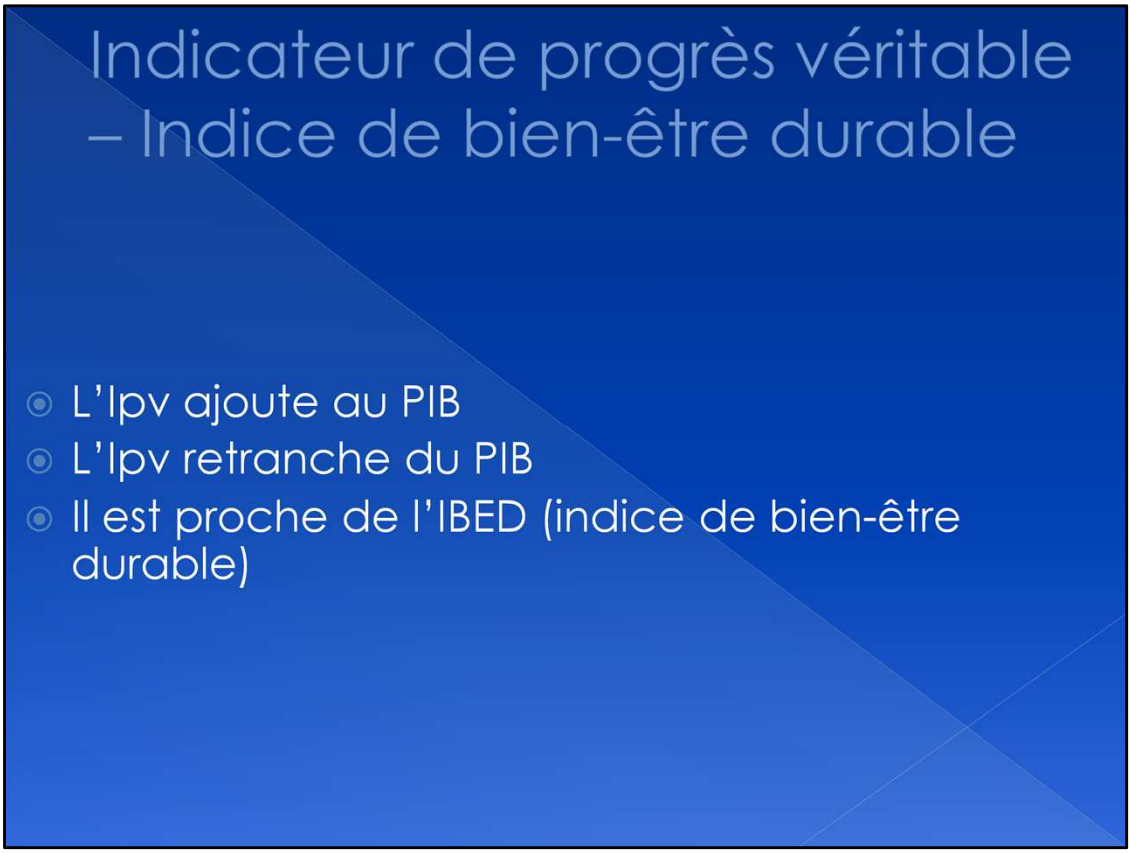
L'EE mesure les surfaces de terres et d'eau nécessaires pour les ressources qu´un individu, une population ou une activité consomme et pour absorber les déchets générés. Cette surface est exprimée en hectares globaux (ha), c´est-à-dire en ha ayant une productivité égale à la productivité moyenne. Une métaphore souvent utilisée est le nombre de planètes nécessaires à une population donnée si son mode de vie était appliqué à l´ensemble de la population mondiale. Le « *dépassement écologique* » signifie que l´on déprécie du capital naturel ou que l´on accumule des déchets.

Avec 12 milliards d'ha et 6,6 milliards d'hommes, la bio capacité en 2006 était de 1,8 ha. Or, un Terrien avait besoin de 2,6 ha. Le dépassement a donc été de 40 % soit 1,4 planètes. L'EE mondiale a dépassé la bio capacité terrestre depuis le milieu des années 1980 : on surconsommait déjà les réserves en surexploitant les milieux. La tendance à l'augmentation n'a pu être inversée, malgré Rio 1992 et Johannesburg 2002.

Le calcul de l'empreinte écologique ne prend pas en compte :

- la bio capacité nécessaire aux autres espèces vivantes ;
- la tendance à la réduction de cette surface aggravée par la montée des océans, et leur acidification ;
- l'empreinte totale de la consommation d'électricité, notamment nucléaire, qui a une empreinte écologique non négligeable : extraction et traitement du minerai d'uranium, retraitement des déchets nucléaires, grande consommation d'eau pour le refroidissement par aéroréfrigération, construction et destruction des centrales en fin de vie, retraitement des déchets correspondants, cycle ouvert, risques de prolifération...

Des experts donnent néanmoins des estimations utiles à l'évaluation prospective d'empreinte écologique par type d'énergie. Par exemple, pour les énergies fossiles, les études de prospective initiées il y a quelques années en Suède sur le pic pétrolier ont cherché à définir des stratégies innovantes. Nicole Stricker, de l'US Department of Energy, estime qu'il faudrait aussi mieux quantifier la quantité d'eau consommée ou dégradée par les différentes options énergétiques ou d'atténuation des émissions de GES (par exemple les agro carburants à base de plantes consommatrices d'eau.

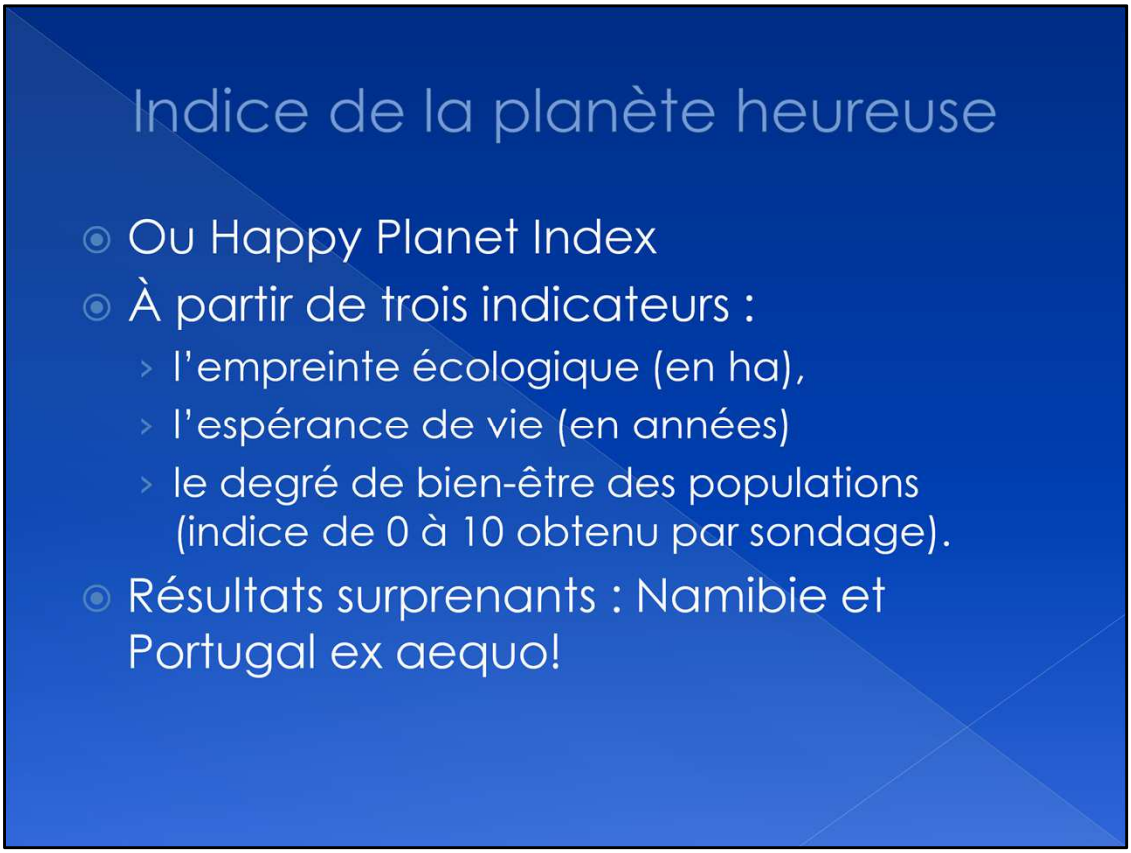


L'Ipv joute au PIB la valeur estimée des activités non monétaires (travail domestique, activités bénévoles). L'Ipv retranche du PIB la valeur estimée des richesses perdues (environnement, ressources non renouvelables) et des dégâts sociaux (chômage, délinquances, accidents, maladies, inégalités).

L'Ipv se rapproche de l'IBED (indice de bien-être durable), lequel s'exprime ainsi : consommation marchande des ménages + services du travail domestique + dépenses publiques non défensives - dépenses privées défensives - coûts des dégradations de l'environnement - dépréciation du capital naturel + formation de capital productif. Ce calcul est ensuite corrigé par l'évolution des inégalités (coefficient de Gini) et par la prise en compte de la différence entre la valeur monétaire des biens durables consommés par les ménages et la valeur des services qu'ils rendent. Il y manque santé et éducation.

La première version internationale de l'IBED remonte à 1989 en annexe du livre important de John Cobb et Herman Daly. A la suite de la publication du rapport édité en 1994 par John Cobb et Clifford Cobb, certains pays tels que le Canada, très en pointe dans la réflexion sur les indicateurs de bien-être ou encore le Royaume-Uni ou l'Autriche, se sont inspiré de cet indicateur.

L'IBED, indicateur synthétique, en dépit de ses limites (non prise en compte de certains éléments du bien-être, difficiles évaluations des dommages sur l'environnement, évaluation des dépenses défensives ...) permet de donner des ordres de grandeurs, et de mettre l'accent sur les effets destructeurs d'un environnement malsain.



Le Happy Planet Index (HPI), ou indice de la planète heureuse (IPH), est un indicateur économique alternatif au Produit intérieur brut (PIB) et à l'Indice de développement humain (IDH). Créé par un laboratoire d'idées britannique, la New Economics Foundation (NEF), le HPI (valeur théorique allant de 0 à 100) est calculé à partir de trois indicateurs : l'empreinte écologique (en hectares globaux), l'espérance de vie (en années) et le degré de bien-être des populations (indice de 0 à 10 obtenu par sondage).

La Namibie et le Portugal ont le même IPH (38.8) alors que l'espérance de vie est de 17 années supérieure (79.5 contre 62.5) pour ce dernier tandis que le degré de bien-être est égal (4.9) et l'empreinte écologique de 2 et 4.1 respectivement.

Au cœur de l'Himalaya, le petit royaume du Bhoutan (47 000 km2, 710 000 habitants) refuse "la dictature du produit intérieur brut (PIB)" et de la croissance économique à tout prix, en proposant un nouvel indicateur de richesse : le bonheur national brut (BNB). Un exemple pour le Monde?
Lancé en 1972, ce "nouveau paradigme" s'appuie sur quatre piliers :

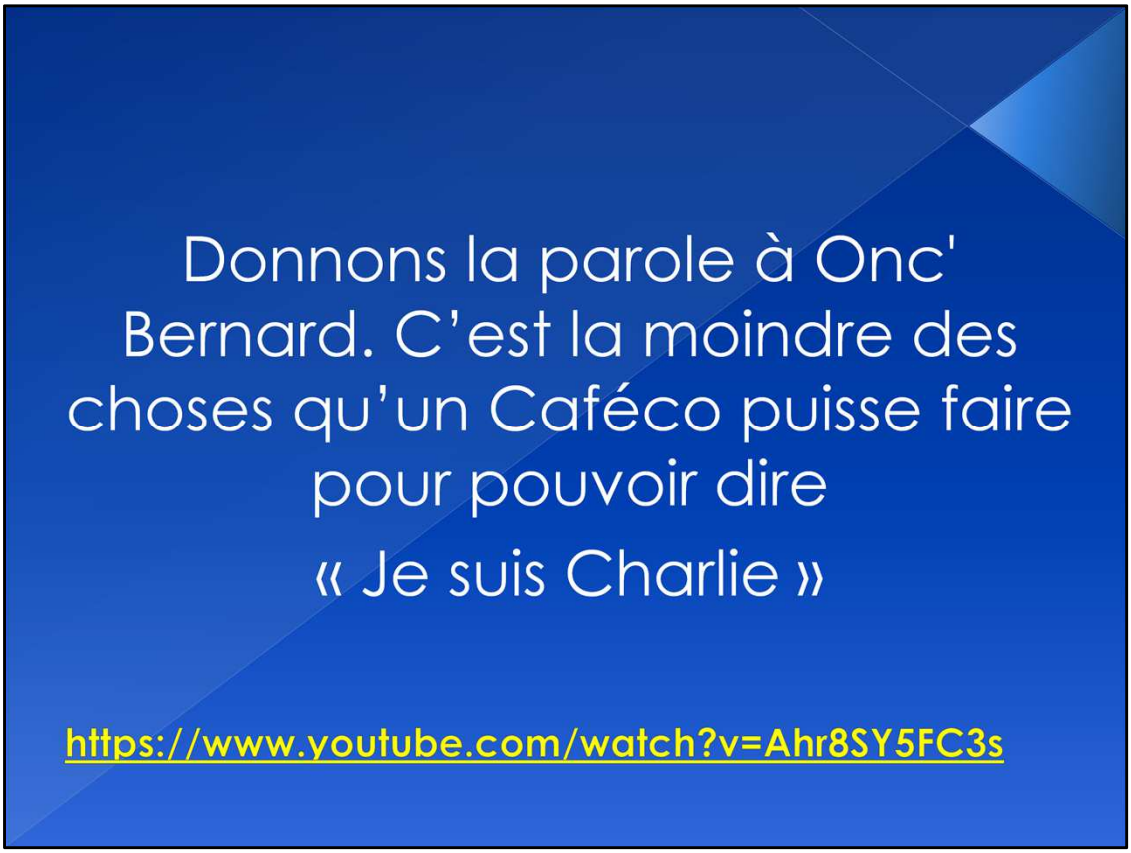
- la croissance et le développement économiques responsables ;
- la conservation et la promotion de la culture bhoutanaise ;
- la sauvegarde de l'environnement et la promotion du développement durable ;
- la bonne gouvernance responsable.

En 2011, ces quatre grands axes sont évalués au travers de 72 mesures

Aujourd'hui, le BNB irrigue toute la vie du pays, entraînant de profonds bouleversements

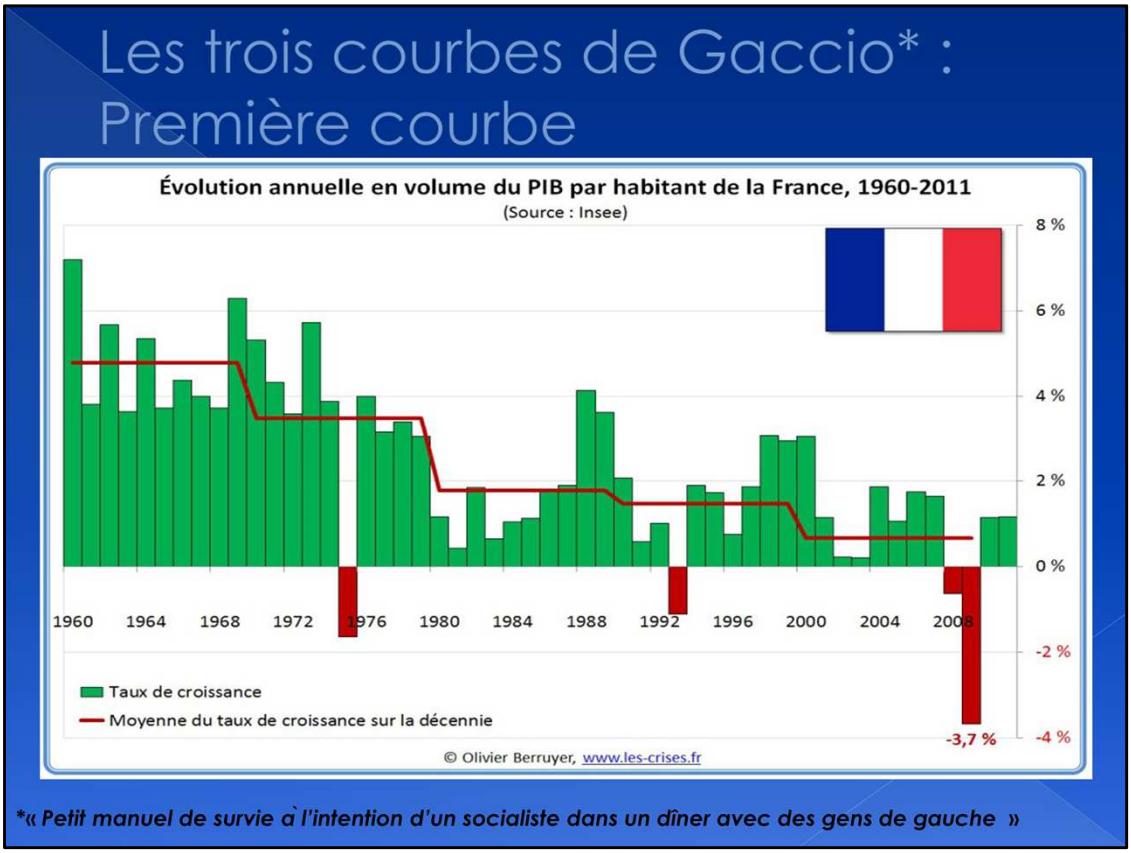
- dans l'agriculture (objectif : 100% biologique en 2020),
- l'éducation nationale, où l'on prépare les élèves à devenir des "ambassadeurs du changement",
- la gestion des ressources naturelles (réglementation sur la déforestation et l'exploitation minière),
- la santé - gratuite pour tous -,
- le tourisme - haut de gamme -,
- le commerce (non adhésion à l'OMC). Une voie vers une société durable et équitable ?

Les Bhoutanais sont modestes, ils disent eux-mêmes qu'ils ne sont pas le pays du bonheur, qu'il y a des choses à régler comme la pauvreté rurale, l'intégration des jeunes sur un marché de l'emploi encore restreint ou le défi de l'accroissement démographique dans la capitale. Ils sont aussi revenus sur l'interdiction absolue du tabac dans les lieux publics. Le pays est confronté à 4 défis : l'endettement, la monnaie, le chômage, dont celui des jeunes, et la perception d'une corruption croissante. Mais ils savent où ils veulent aller et ne veulent pas d'un développement qui créerait de l'inégalité sociale.

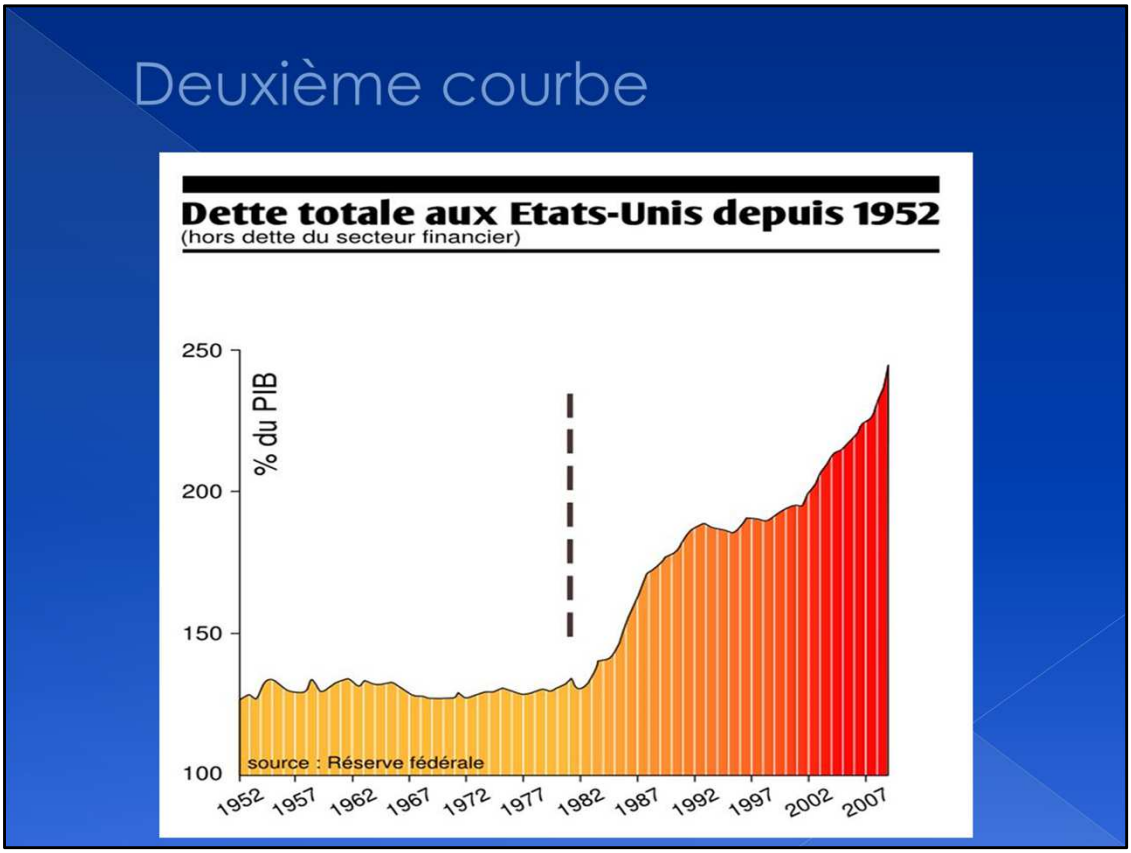


Né le 23 septembre 1946, Bernard Maris était journaliste économique, chroniqueur à Charlie Hebdo, également pigiste à France Inter, dans « La Matinale » et à France 5, dans le cadre de l'émission « C'est dans l'air », et auteur de nombreux ouvrages sur l'économie alternative. Il était partisan des 32 heures et du revenu d'existence. Il avait une grande admiration pour John Maynard Keynes.

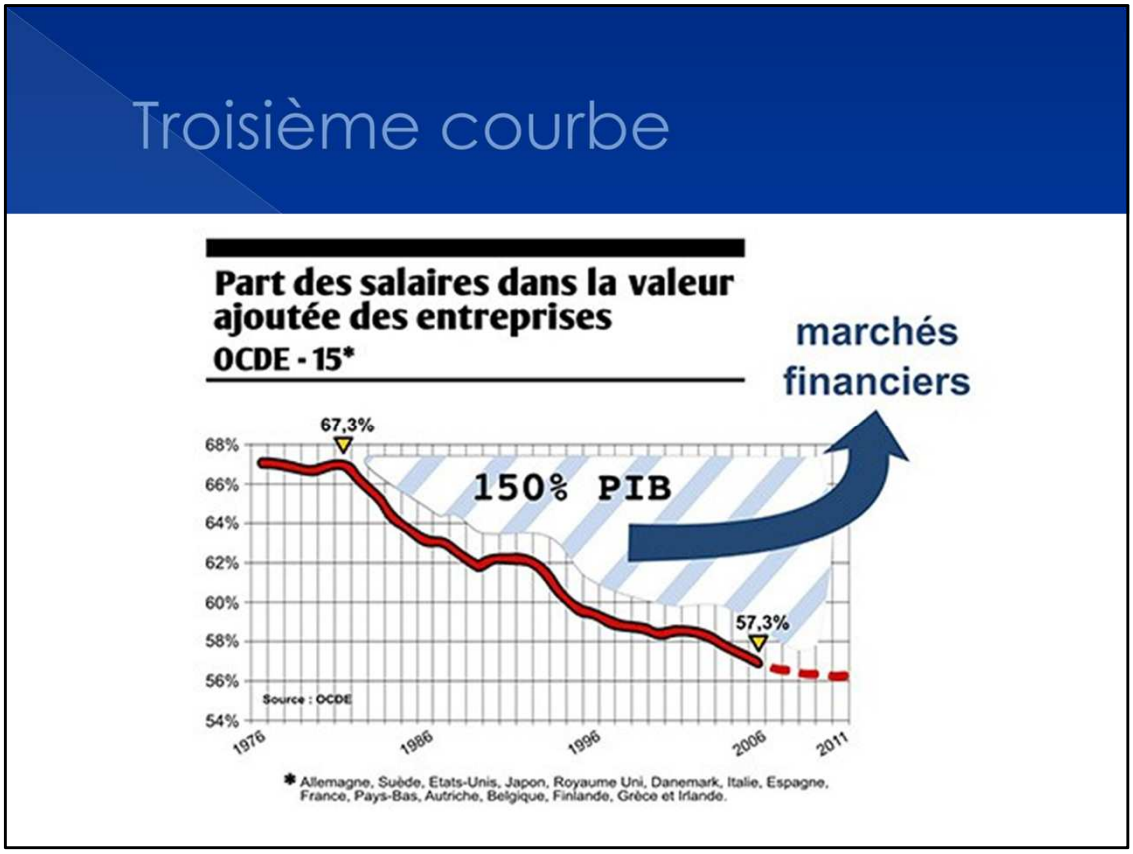
Assassiné le 7 janvier 2015 à Paris lors de l'attentat au siège du journal *Charlie Hebdo*, ses obsèques ont lieu le 15 janvier en la chapelle Notre-Dame de Roqueville, à Montgiscard (Haute-Garonne), où il est ensuite incinéré. Il était professeur des universités à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris-VIII.



La première courbe est la plus frappante. Elle donne le taux moyen de croissance de 1960 à 2010 par décennie. L'évolution est irrémédiable et catastrophique. On passe de 4,8% pour la décennie 1960-1970 à 0,5% pour la décennie 2000-2010. La décroissance est superbement régulière. Conclusion: la croissance, c'est fini. Il n'y a que les neuneus et les libéraux-socialistes pour y croire encore. Il n'y aura plus de croissance à deux chiffres. La conséquence sur le chômage est considérable : on sait qu'à moins de 1,5 à 2% le chômage ne peut diminuer. Donc il faut partager le travail. Donc les 35 heures sont une bonne réforme. Donc seuls les emplois aidés peuvent résorber le chômage. C'est la politique Hollande : contrats d'insertion (pour les jeunes non qualifiés, près de un million), contrats de génération (à peine 20000 pour l'instant), nouveaux contrats de formation professionnelle (30000). C'est de la dépense publique, donc de la redistribution.



La deuxième courbe est celle de la dette totale des États occidentaux (ici : les Etats-Unis), publique et privée. Elle ne bouge pas de 1960 à 1980, années de forte croissance, après quoi elle explose. Moralité : les États du Nord ont protégé le revenu de leurs citoyens (il vaudrait mieux dire : consommateurs) par un endettement massif. Or tout endettement est un emprunt sur les générations futures. Donc les États ont ruiné les générations futures pour maintenir le niveau de consommation, nous disons bien, de consommation. On comprend bien que, lorsque ces générations «futures» deviendront des générations «actuelles» (et elles arrivent!), elles ne seront pas très contentes.

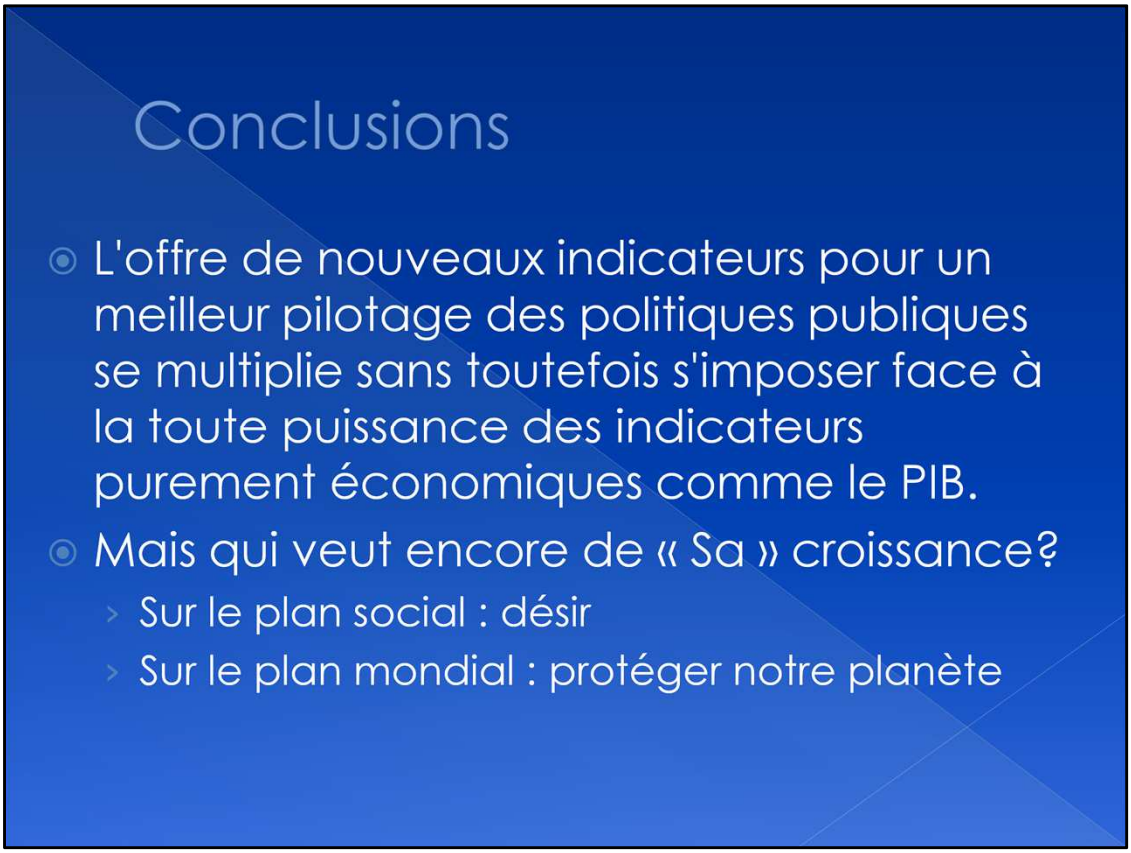


La troisième courbe est celle du partage. C'est la plus connue et la plus ignorée: on la connaît, mais on ne veut rien savoir. Entre 1970 et aujourd'hui, toujours dans ces merveilleuses contrées riches, la part des salaires a été amputée de plus de 10% par rapport à la part des revenus du capital. Sur la période, c'est 150% du PIB mondial qui est passé entre les mains des riches. D'où l'explosion des inégalités ; d'où l'impossibilité de payer la dépense publique, car la collecte des impôts se fait sur une base beaucoup plus faible ; d'où le délitement des systèmes de Sécurité sociale et de protection, d'où la fin de l'État-providence, qui porte en son germe une implosion fasciste.

Peut-on inverser ces trois courbes?

- Pour la première, certainement pas. Le Japon, les États-Unis ont inondé leurs économies de cash, et rien ne repart ; l'Allemagne, avec ses extravagants niveaux d'exportation, tourne autour de 0,5% de croissance. Certes, la Chine est à 7 ou 8%. Mais elle ne fait que rattraper le modèle occidental. Les Occidentaux, eux, l'ont déjà, leur modèle de consommation, et ils sont tout simplement saturés. À bout de souffle. Gavés jusqu'à en crever.
- La dette? On ne pourra jamais la rembourser. Trop peu de salariés par rapport aux créanciers. Ce sont eux, ces créanciers, baptisés du mot-valise de «marché», qui tiennent les salariés à la gorge.
- La part des salaires? Impossible de la faire évoluer également. Pour ça, il faudrait rembourser la dette et ruiner les capitalistes, au moins partiellement. Ils n'en ont pas très envie. Ils prêchent des programmes d'austérité pour saigner et saigner encore les salariés.

Les trois courbes de Gaccio forment un triangle incommode, un casse-tête chinois, un nœud gordien. L'économie, c'est foutu. Pour ne rien arranger, se profile au-dessus du casse-tête économique une catastrophe écologique qui devrait accélérer les choses. Qui parle d'écologie aujourd'hui ? Tout le monde clame « Vive la croissance, vive la croissance! », comme tous ces manifestants qui criaient « Vive la paix! » en 1939…



Selon Hervé Kempf, journaliste à Reporterre, seul journaliste français à couvrir l'événement, l'un des moments les plus importants de l'année 2014 aura peut-être été cette conférence mondiale organisée à Leipzig en septembre sur le thème de la décroissance ou de la post-croissance. Les organisateurs attendaient un bon millier de participants. Ils étaient 3200, en majorité des jeunes de moins de 30 ans.

Hervé Kempf, dans ses articles, cite l'économiste Irmi Seidl (« Postwachstum Gesellschaft », préface de Horst Köhler) : « Qui veut la croissance ? En Allemagne, les gens veulent la retraite, un bon système de santé, et l'éducation pour leurs enfants ». Cela n'a rien à voir avec le désir de croissance. Ce dernier s'effondrerait si l'on pouvait convaincre les citoyens que leurs désirs légitimes de bien vivre peuvent se réaliser en déposant délicatement la croissance dans les poubelles de l'histoire avant qu'elle ne provoque l'effondrement de la civilisation.

Thomas Coutrot (économiste et statisticien, chef du département « conditions de travail et santé » à la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) au Ministère du Travail et de l'Emploi, il est également un des animateurs du Réseau d'alerte sur les inégalités. Militant altermondialiste, il est coprésident de l'association Attac depuis décembre 2009 et membre de son conseil scientifique. Il participe en outre à la Fondation Copernic. Il est membre de l'association *les économistes atterrés).* Il a déclaré le 19 août 2014, dans un entretien à Reporterre : « On ne peut pas découpler la croissance économique de la progression des émissions de gaz à effet de serre, donc il faut y renoncer. »

Ceci sera l'objet d'une conférence ultérieure. Merci de votre attention.